

Police et extrême droite , un mélange explosif.

Category: Droits - libertés

écrit par jmfouquer | 29 octobre 2016

Nous sommes le vendredi 3 juin 1983. Place Vendôme, 2000 policiers manifestent sous les fenêtres du Ministre de la Justice. Suite à une fusillade avec des membres d'Action Directe, au cours de laquelle deux d'entre eux ont trouvé la mort, ils réclament le rétablissement de la peine de mort, dénoncent le « laxisme de la justice » et exigent la démission de Robert Badinter. Sous l'œil gourmand de Jean-Marie Le Pen, leader d'un FN encore squelettique dont l'ascension ne fait que commencer, venu accueillir et haranguer ces « policiers en colère ». A la manœuvre, la FPIP (syndicat indépendant de la police nationale) un syndicat de policiers indépendant, hors de toute confédérations, très marqué à droite. Fondée en 1973, d'une scission du déjà droitier Syndicat Indépendant de la Police Nationale (aujourd'hui fondu dans la fédération Alliance), la FPIP du début des années 80 est la structure où se croisent tous les policiers plus ou moins impliqués dans la nébuleuse des groupuscules d'extrême-droite.

Depuis l'immédiat après-guerre, l'histoire des rapports entre police et extrême droite est celle d'un entrelacs de branches et de réseaux multiples aux motivations et ambitions souvent contradictoires. Le caractère particulier des missions de la police, au-delà des simples questions de sûreté et de sécurité, missions de maintien de l'ordre, de lutte contre la « subversion » politique ou sociale, de contre-espionnage (pour la DST), implication dans les guerres coloniales, rend l'institution particulièrement perméable aux idéologies les plus réactionnaires, sous les formes les plus diverses.

Le cas du tandem formé par le préfet Baylot et le commissaire Dides, chargé de la lutte anti-communiste sous la IVème République est assez éclairant, à cet égard. Résistant pendant

la guerre, Jean Baylot entame à la Libération une carrière préfectorale qui culminera en tant que préfet de police de Paris, de 1951 à 1954. Il met en place une cellule de surveillance des activités communistes, dirigée par le commissaire Dides. Baylot est révoqué le 14 juillet 1954 par François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur, après que des tracts appelant à l'action violente, attribués au Parti Communiste se soient révélés être des faux imprimés dans les locaux de la préfecture. C'est sous sa responsabilité que la police réprime violemment une manifestation en faveur de l'indépendance de l'Algérie le 14 juillet 1953. L'itinéraire de son compère, le commissaire Jean Dides est plus complexe. Bien loin d'être résistant, il appartient aux services de la police de Vichy chargés de la lutte contre les résistants étrangers. A la Libération, il n'écope que d'une mise à pied de quelques semaines... Il adhère en 1947 au parti gaulliste, le RPF, et au sein de la police parisienne, dirige une structure de lutte anticommuniste, qui mène la traque des militants et résistants qui ont créé la CGT Police. Dides écrit, dans un document interne du RPF : « Nous voulons considérer que le PCF, danger national, doit être détruit. Nous voulons l'éclatement de son appareil, de ses moyens et, le cas échéant, de ses chefs ». Les missions des structures policières dirigées par Dides étaient extrêmement opaques, fichage, espionnage des organisations progressistes, provocations diverses, connivence avec des officines barbouzardes, qui préfiguraient les années de la guerre d'Algérie et les liens avec le SAC. A la suite d'un scandale de trop, Dides est révoqué en 1955. Il entame alors une carrière politique auprès de Poujade et se fait élire député, en 1956, en compagnie de Jean-Marie Le Pen. Dides sera actif dans les rangs des partisans de l'Algérie française jusqu'en 1962.

Le temps du SAC

Les réseaux Dides sont, en réalité, une passerelle entre les services secrets américains, et de l'OTAN et le service d'ordre du RPF gaulliste. La fin de la IVème République et

l'arrivée au pouvoir du Général de Gaulle en 1958, en pleine guerre d'Algérie, va considérablement modifier le jeu entre structures policières et extrême-droite. La police n'a aucun état d'âme à réprimer très brutalement toutes les formes de soutien et d'organisation à la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, qu'ils s'agissent des militants du FLN, des algériens manifestant leur adhésion à la lutte pour l'indépendance ou les structures de solidarité. La musique est tout autre quand il s'agit de lutter contre les partisans de l'Algérie Française et leur bras armé, l'OAS. L'ensemble de la structure policière, tant en métropole que dans les départements d'Algérie, est pénétrée par ces forces qui empêchent toute lutte efficace contre les poseurs de bombes, à Paris ou à Alger. C'est pourquoi De Gaulle est contraint d'avoir recours à une « police parallèle », regroupant des anciens résistants, des policiers en disponibilité, le noyau du service d'ordre du RPF, jusqu'à des truands recrutés pour l'occasion. Ceux que l'on appelle les « barbouzes » deviendront progressivement une force organisée au service des partis gaullistes, qui perdurera jusqu'au début des années 80, le Service d'Action Civique, le SAC, dirigé de plus ou moins loin par Jacques Foccart puis Charles Pasqua. Jusqu'en 1968, le SAC opérera la main dans la main avec les divers services de police, pour la « répression des menées subversives », menant les tâches les plus inavouables en dehors de la légalité. Agressions en fin de manifestations, passages à tabac de leaders syndicaux, fichages, perquisitions illégales, espionnage, tout est bon, jusqu'à concevoir un plan pour enfermer les « activistes » de mai 68 au Parc des Princes, à Paris ou au Stade Vélodrome de Marseille. Pendant toute cette période, où la France n'appartient pas au commandement militaire intégré de l'OTAN, le SAC joue pour notre pays le même rôle que les réseaux et officines de guerre froide, de surveillance et de lutte anti-communiste, installés dans les autres pays de l'Otan, comme Gladio en Italie, par exemple. Le départ du Général De Gaulle, en avril 1969, va précipiter le déclin du SAC, déchiré entre fractions rivales, certaines

n'hésitant pas à mener divers complots contre son successeur, Georges Pompidou. Les ministres de l'Intérieur qui se succèdent entre 1968 et 1981, Raymond Marcellin, Michel Poniatowski et Christian Bonnet, proviennent tous des rangs des Républicains indépendants, la future UDF giscardienne. A ce titre, ils demeurent très méfiants à l'égard du SAC dont les liens avec les structures policières officielles se délittent très rapidement. Au cours des années 70, le SAC servira de gros bras aux candidats gaullistes pour toutes les élections et bon nombre de ses membres verseront dans la truanderie pure et simple.

Honneur de la Police

Au cours des années 70, c'est la police « officielle » qui récupère donc toutes les missions de lutte contre le « complot gauchiste international », obsession de Raymond Marcellin. Quelques hauts faits pour illustrer l'ambiance de ces années : dissolution de la Ligue Communiste, en juin 1973, infiltrations de la Gauche Prolétarienne, création d'une fausse branche du Front de Libération de la Bretagne, appelant à la lutte armée, pose de micros dans les locaux du Canard Enchaîné, la liste est longue. Dans le même temps, les forces organisées de l'extrême droite demeurent très groupusculaires et ne présentent que peu d'intérêt pour une utilisation policière. A quelques exceptions notables cependant, comme le Groupe d'Intervention Nationaliste, service d'ordre du PFN, qui est employé pour cambrioler les locaux d'organisations soutenant les comités de soldats et le mouvement antimilitariste, au milieu des années 70.

Le 4 mai 1978, après une campagne de presse diffamatoire, le qualifiant soit de complice de la Fraction Armée Rouge et de Carlos, soit d'espion soviétique, le militant anti-impérialiste Henri Curiel est abattu de deux balles devant son domicile. Le meurtre est revendiqué par un commando « Delta », du nom d'un groupe de tueurs OAS. Ce même commando Delta revendique également le meurtre du gardien du consulat d'Algérie à Marseille, vraisemblablement confondu avec une autre personnalité. L'enquête officielle s'enlise très

rapidement, malgré les investigations menées par les proches de Curriel, qui révèlent que ce dernier était suivi depuis plusieurs semaines, que son appartement avait été visité et que ses voisins avaient été sollicités pour recevoir des systèmes d'écoute par deux personnes se réclamant de la DST et qui agissent sous de fausses identités.

Un an plus tard, un nouveau sigle apparaît. En mai 1979, la voiture du coordinateur du SO de la CGT, Maurice Lourdez, est plastiquée devant son domicile. Un groupe « Honneur de la Police » revendique les faits et déclare agir pour protester contre des violences commises par le SO de la CGT contre un policier. Il s'agit, en réalité, d'un policier déguisé en « casseur » repéré lors d'actes de vandalisme, puis expulsé par la CGT d'une manifestation de sidérurgiste en mars 1979, après que le SO lui ait confisqué sa carte de police et l'ait publié dans la presse. Le 20 septembre, Pierre Goldman, militant anti-impérialiste, est également assassiné de deux balles à la sortie de chez lui, en plein Paris. Le meurtre est, cette fois, revendiqué par « Honneur de la Police ». L'enquête s'enlise également très vite. Le Groupe fait encore parler de lui à quelques reprises, notamment en s'en prenant au militant révolutionnaire et chercheur Jean-Pierre Vigier et en envoyant des lettres de menaces à Coluche, lors de la campagne présidentielle de 1981, avant de disparaître.

Il faut attendre de nombreuses années pour que l'écheveau de fausses pistes se dénoue un peu. En 2006, d'abord, un ancien haut responsable de la police, le commissaire Lucien Aimé-Blanc révèle dans ses mémoires qu'un de ses indicateurs avait déclaré être lié au meurtre de Goldman. Il aurait travaillé avec les GAL, Groupes Antiterroristes de Libération, structure barbouzarde mêlant des policiers espagnols et des truands français, mandatés par le gouvernement espagnol pour assassiner les responsables de l'ETA réfugiés en France, sous l'œil bienveillant de la police française. Pierre Goldman était suspecté d'organiser une filière de fournitures d'armes pour l'ETA. Quatre ans plus tard, un journaliste livre le témoignage qu'il a recueilli, peu avant sa mort, auprès d'un

militant d'extrême-droite, ancien parachutiste, proche de l'Action Française. Il se revendique comme le tueur de Pierre Goldman et d'Henri Curiel, expliquant qu'il agissait au sein d'un groupe formé par le président du SAC, Pierre Debizet et comprenant également deux policiers, l'un de la DST, l'autre des Renseignements Généraux, utilisant les mêmes identités que ceux qui surveillaient Henri Curiel... Le groupe « Honneur de la Police » n'aurait donc eu aucune existence réelle, entité créée pour couvrir les actions du GAL en France, exécuter des assassinats ciblés et mêlant policiers, barbouzes, fascistes et truands, dans une clandestinité toute relative et dans une impunité totale.

Les années Mitterrand

En juillet 1981, un abominable fait divers, la « tuerie d'Auriol » signe la fin du SAC. Jacques Massié, brigadier de police, dirigeant de l'antenne Bouches du Rhône du SAC jusqu'en avril 1981, est assassiné avec sa femme, son fils âgé de sept ans, ses beaux-parents et son beau-frère, dans leur maison du village d'Auriol. Dans un contexte de rivalités internes, de combines et de malversations, Massié est suspecté par son successeur, Jean-Jacques Maria, de vouloir trahir le mouvement et de livrer ses dossiers à la presse et aux partis de gauche. Maria recrute donc un commando de membres du SAC qui vont séquestrer Massié et sa famille toute une nuit avant de les assassiner.

Les coupables sont immédiatement arrêtés et passent rapidement aux aveux. Le scandale est énorme. Après la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire, le SAC est finalement dissous le 3 août 1982. La publication du rapport de la commission parlementaire livre de nombreuses informations sur l'organisation du SAC et ses liens avec la police pendant les deux précédentes décennies.

Une page semble alors tournée. Toutefois, une affaire révélée en 1980 par le *Nouvel Observateur* indique que l'interpénétration police-groupuscule fascistes est toujours profonde. Les dossiers saisis dans les locaux de la FANE, groupe néo-nazi dissous en 1980, montrent qu'un inspecteur des

RG, au moins, y est adhérent. Il est photographié faisant le salut nazi lors de diverses réunions. Pressé de questions le Ministre de l'Intérieur, Christian Bonnet, reconnaît qu'une trentaine de policiers sont fichés pour appartenance à des mouvements d'extrême-droite. Poursuivant l'enquête sur le SAC, en novembre 1981, le Quotidien de Paris (droite) publie le résultat d'une enquête des RG révélant que 10% des membres du SAC, soit 500 personnes, sont des policiers, dont 250 travaillant dans les Bouches du Rhône.

C'est dans ce contexte, donc, que se déroule la manifestation de juin 1983, orchestrée par la très droitière FPIP à la suite de laquelle ses deux principaux dirigeants, Jacques Gaussens et Didier Gandossi seront révoqués de la police. Que l'on se rassure, ils seront bien vite réintégrés. Après ce premier haut fait, la FPIP devient le vecteur des idées du Front National dans la police. Son bulletin « Police et Sécurité » est parrainé, en 1987 par un comité de soutien qui comprend alors Pierre Descaves, député FN, Roland Gaucher, directeur de National Hebdo, Jean-Claude Goudeau, directeur général de Minute, Roger Holleindre, député FN, Martien Lehideux, députée européenne FN, Pierre Pujo, directeur d'Aspects de la France (publication d'Action Française) et François Romerio, président de l'association Légitime Défense. Non contents de répandre l'idéologie sécuritaire au sein de la police, de réclamer le retour de la peine de mort, Police et Sécurité publie des articles « historiques » consacrés à l'épuration, d'autres remettant en cause la « démocratie ploutocratique », d'autres encore comme celui-ci commentant l'assassinat raciste du jeune cuisinier marocain Aziz Madak à Menton par un tueur à moto : « mourir criblé de balles est, pour un voyou, une fin à la fois banale et logique. Il s'agit d'une parfaite crapule 100% beur qui avait choisi comme nombre de ses coreligionnaires de sévir en France ».

Des paroles aux actes, il n'y a qu'un pas. En 1989, le PFNE, groupuscule néo-nazi qui végète à l'ombre du FN, est mis en cause pour des incendies volontaires dans des foyers de travailleurs immigrés Sonacotra et au siège du journal Globe.

On arrête pour ces affaires 5 policiers, tous membres de la FPIP, dont son secrétaire général, Serge Lecanu, auteur des articles les plus violents du bulletin Police et Sécurité...

Aujourd'hui, l'hégémonie du FN sur l'ensemble de l'extrême-droite est telle que son influence chez les policiers a été mesurée par divers instituts de sondage à environ 37% des intentions de vote. Les pratiques de provocation n'ont pas cessé et tant dans les manifestations contre l'aéroport de Notre Dame des Landes, que dans celles contre la loi El Khomri, on a pu voir de policiers en civil, sans signes distinctifs, infiltrer les cortèges. Côté officines barbouzardes, il faut maintenant regarder vers les sociétés privées de sécurité et leurs liens avec les grands flics de la Sarkozye, comme le montre l'affaire Squarcini.

Dans la situation politique complexe, mouvante, de cette fin d'année, les manifestations nocturnes de policiers, qui mêlent besoin de reconnaissance, revendications corporatistes et relents anti-démocratiques doivent nous inciter à être toujours plus vigilants.

Mathieu Dargel